

Un geste du PS bruxellois pour l'opposition

■ Pour une réforme de la gouvernance publique.

Contexte oblige, le Parti socialiste de Bruxelles a également fait la liste de ses demandes visant à améliorer la gouvernance publique dans la capitale. Elles s'inscrivent dans la droite ligne de ce qu'a déjà communiqué le ministre-président bruxellois Rudi Vervoort (PS) dans la presse avec, notamment, l'idée du décumul entre un mandat exécutif local et un mandat de député. Le PS se prononce également pour une diminution du nombre de députés régionaux (de 89 à 74) *“sans remettre en cause la garantie de la représentation néerlandophone”*. Le nombre d'échevins doit être diminué et les fonctions locales revalorisées, estime encore le PS de la capitale, dirigé par Laurette Onkelinx.

Le PS demande que le plafonnement des rémunérations des mandataires soit *“strictement appliqué”* et intègre les

fonctions spéciales et mandats dérivés. Plafonnement des rémunérations dans les organismes pararégionaux et les intercommunales, suppression des rémunérations non liées à des prestations effectives, mise sur pied d'une commission de déontologie au Parlement, pouvoir de sanction de la Cour des Comptes ou encore publication d'un cadastre des mandats et rémunérations publics et privés figurent parmi les nombreuses mesures qui seront soutenues par le PS dans le cadre du groupe de travail *“gouvernance”* qui a entamé ses travaux vendredi.

L'opposition MR/Ecolo se réjouira sans doute de lire que le Parti socialiste estime désormais qu'il faut *“ouvrir les conseils d'administration des organismes d'intérêt public (OIP) à la participation de l'opposition”*. Au niveau régional bruxellois, cette dernière se plaint d'avoir été proprement écartée desdits OIP par la majorité (PS, Defi, CDH, Open VLD, CD&V, SP.A) au début de la législature en cours.

M. Co.